



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2020-42 - Séance du 10/07/2020

ACTES

1. Commande publique

1.1 Marchés publics

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	29
29	29	29	Contre	0
			Abstention	x

L'an 2020, le 10 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 3 juillet 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 juillet 2020.

Présents : MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

Secrétaire de séance : François-Xavier CHAZOTTES

DLM2020_42 AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE DE BAILLARGUES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR L ACHAT ET LA LIVRAISON DE PAPIER

Madame Séverine MONIN, conseillère municipale explique dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre notre commune et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat et la livraison de papier conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année. Cet accord cadre sera alloué en 3 lots comme suit :

- Lot n° 1 : Achat et livraison de papier photocopieur et traceur
- Lot n° 2 : Achat de papier photocopie par camion complet
- Lot n° 3 : Achat et livraison de papier d'imprimerie

Concernant notre commune, nous participons aux lots 1 et 2 et l'estimation du besoin s'élève à 7 000 € HT maximum par an.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Séverine MONIN et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** :

- La signature de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- Le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de la ville ;
- Monsieur le maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,
Le 16/07/2020,
Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr